

Comme depuis plusieurs années, cette rentrée se fait dans des conditions de travail dégradées pour les personnels de l'Education Nationale et dans des conditions d'études dégradées pour les élèves en raison des politiques des différents gouvernements concernant les choix budgétaires

Ainsi, le mois d'Octobre fut marqué par la cyber attaque qui a impacté et lourdement dégradé les conditions de travail de tous les personnels de l'Education Nationale. Le manque d' équipes informatiques dans les établissements ainsi que le manque de matériel contribuent à faire durer le problème. En outre, le choix unilatéral de la région de privilégier le groupe Microsoft pour l'équipement des PC, alors que des solutions de systèmes d'exploitation gratuits existent, va peser sur les établissements avec le passage à Windows 11 . De fait, une grande partie du parc informatique ne supportera pas ce passage. Faudra-t-il jeter ces PC et en recommander d'autres toujours en étant pieds et poings liés au géant Microsoft ou y-aura-t-il un transfert vers les systèmes d'exploitations gratuits afin de ne pas avoir à renouveler tout le parc informatique? Enfin, la région a fait le choix de poursuivre sa politique d'austérité en baissant de deux millions d'euros la dotation pour les lycées. Même si certains lycées verront une légère hausse par rapport à la DGF de l'an passé, aucun établissement ne rattrape le niveau de 2022. Or, l'inflation continue. Les prix des denrées alimentaires, du matériel, de l'énergie ne baissent pas. C'est aux agents et aux usagers des lycées publics qu' on demande une fois de plus de se serrer la ceinture, de rogner sur tout et surtout sur les sorties pédagogiques. Tout le monde sera impacté par ces baisses de DGF.

Le conseil régional applique la même politique que les différents gouvernements. Ainsi, l'annonce des 4000 suppressions de postes dans l'éducation nationale dont 1645 dans le 2nd degré à la rentrée 2026 montre bien que les différents gouvernements continuent d'imposer une cure d'austérité aux services publics. Cette destruction du service public d'éducation et des services publics est la conséquence des choix politiques de subventionner les actionnaires avec l'argent public. De fait, si "les caisses sont vides", comme aiment à le dire les différents Premiers Ministres, c'est bien parce que l'argent public a été distribué, mais pas dans l'intérêt général de la population: en 2017, il y avait 39 milliardaires, ils sont 145 aujourd'hui. Quant à la fortune des 500 plus riches, elle a doublé atteignant un total cumulé de 1 100 milliards d'euros. Si Les caisses publiques se sont vidées, ce n'est certainement pas un hasard du calendrier ! Les différents gouvernements ont pratiqué les mêmes cadeaux fiscaux et autres exonérations. Les aides de l'État au grand patronat sont estimées dorénavant à plus de 211 milliards d'euros par an. A cela s'ajoutent les hausses des budgets militaires que les gouvernements tentent de justifier avec un discours sur les menaces de guerre. Mais ici ce ne sont ni les bombes, ni les tanks qui détruisent les écoles et les hôpitaux , mais bel et bien les coupes budgétaires des différents gouvernements. Nous ne sommes pas responsables de leur crise, ce n'est pas à nous de la payer.

Malgré ces difficultés, présentes et à venir, l'ensemble des collègues vont tout faire pour la réussite des élèves. Mais il est clair que seul un véritable rapport de force qui passe par la mobilisation massive des personnels de l'éducation nationale pourra permettre de contraindre les gouvernements à changer leur priorité et à les forcer à investir dans la fonction publique en recrutant et en rémunérant plus tous ses agents.